

Kabila appelle la RDC à une "révolution morale", 50 ans après l'indépendance

@rib News, 30/06/2010 â€“ Source AFPLe président de la République démocratique du Congo Joseph Kabila a appelé mercredi les Congolais à engager une "révolution morale" et à réprimer "l'atteinte à la vie et à la dignité humaine", à l'occasion du cinquantième de l'indépendance de l'ex-Congo belge. Dans un discours prononcé à Kinshasa devant une quinzaine de chefs d'Etat africains, le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon et le roi des Belges Albert II, M. Kabila, 39 ans, a invité ses compatriotes à "engager de manière résolue une révolution morale", 50 ans après l'accession de leur pays à l'indépendance, le 30 juin 1960.

Il les a appelés à "punir sans complaisance, l'atteinte à la vie et à la dignité humaine, le viol, le tribalisme, le régionalisme, le favoritisme, l'irresponsabilité, le vol, le détournement des deniers publics ainsi que toute autre forme d'antivaleur", des maux récurrents mentionnés dans des rapports d'ONG mais aussi de l'ONU. Cette déclaration forte du président Kabila intervient quatre jours après l'inhumation du militant congolais des droits de l'Homme Floribert Chebeya, retrouvé mort le 2 juin à Kinshasa, alors qu'il s'était rendu, à un rendez-vous qui n'a pas eu lieu, à l'inspection générale de la police. Fin avril, l'envoyée spéciale de l'ONU pour les violences faites aux femmes et aux enfants dans les conflits, Margot Wallström, avait qualifié la RD Congo de "capitale mondiale du viol" et pressé le Conseil de sécurité d'agir pour mettre un terme à ces violences, commises surtout dans l'Est, une région instable où des groupes armés sont toujours actifs. Mardi, le Premier ministre d'ambassadeur belge Yves Leterme, venu en RDC avec le roi Albert II et la reine Paola, a souhaité "que la clarté soit faite et que des sanctions soient prises" dans le cadre de l'affaire Chebeya, après avoir signé le cahier des condoléances à l'ambassade de Belgique. La mort de M. Chebeya avait suscité de vives réactions et des motions de plusieurs pays et d'ONG internationales, qui ont tous réclamé une enquête internationale. Une dizaine de policiers ont été arrêtés depuis et le chef de la police a été suspendu. Mercredi, Amnesty international a jugé "hypocrite" de la part des autorités de célébrer le cinquantième alors que la situation des droits humains est "révoltante" en RDC. M. Kabila a par ailleurs estimé que "le cinquantième n'est pas un anniversaire ordinaire, c'est un moment particulier d'évaluation en vue d'un nouveau départ", énumérant comme acquis entre autre "la préservation de l'unité nationale et de l'intégrité territoriale, le rétablissement de la paix à l'intérieur du pays et avec nos voisins". Un grand défilé militaire civil a suivi son discours, auquel ont pris part 15.000 militaires et policiers congolais, 400 chars et véhicules, ainsi que 455 Casques bleus des Nations unies et plusieurs entreprises chinoises chargées de la réalisation "des Cinq chantiers", dont ceux des infrastructures, lancés par le président Kabila. Parmi les chefs d'Etat africains présents figuraient le Rwandais Paul Kagame, réconcilié depuis 2009 avec son homologue congolais, ougandais Yoweri Museveni, centrafricain François Bozize, congolais Denis Sassou Nguesso, Robert Mugabe (Zimbabwe), Idriss Deby Itno (Tchad), Paul Biya (Cameroun), Ali Bongo Ondimba (Gabon), y étaient également. Ancienne colonie belge, la RDC a accédé à l'indépendance le 30 juin 1960, avec comme premier président Joseph Kasa-Vubu renversé en 1965 par l'ex-dictateur Mobutu Sese-Seko, qui régna sans partage jusqu'au coup d'Etat de Laurent-Désiré Kabila en 1997. Joseph Kabila a été élu en 2006 à l'issue des premières élections démocratiques du pays, après avoir remplacé son père, assassiné en 200